



## Groupe d'Économie Solidaire du Québec

### Communication du GESQ à la séance d'ouverture du Forum Asiatique pour une économie solidaire Asian Forum for Solidarity Economy

#### *L'économie solidaire dans la perspective d'une mondialisation équitable et démocratique*

Vincent Dagenais, responsable des relations internationales du GESQ

##### *Mise en contexte*

*Le Forum a eu lieu les 7 et 8 novembre, à Tokyo. Le GESQ y était formellement invité par le secrétariat du Forum assumé par le groupe Pacific Asia Resource Center (PARC). Ce groupe est une sorte d'ONG formée d'universitaires et de militants. Elle est une organisation dédiée à l'information progressiste, à la formation populaire, à la solidarité internationale et au développement durable (écologie).*

*Le représentant du GESQ était invité à intervenir comme premier orateur lors de la séance inaugurale portant sur l'économie solidaire dans une perspective de mondialisation. Les organisateurs ont accepté avec empressement que l'intervention se fasse en français, la seule du Forum, avec traduction simultanée en anglais et en japonais.*

*Des visites sur le terrain, les 9 et 10 novembre, ont porté essentiellement sur l'agriculture biologique, le développement local, les liens locaux entre les producteurs, les transformateurs, y compris des restaurants, et les consommateurs.*

*Outre la séance plénière portant sur l'économie sociale dans un cadre de mondialisation, d'autres plénières ont tracé le portrait de l'économie solidaire du point de vue asiatique et du point de vue japonais. Des ateliers ont touchés les sujets suivants : la gestion de la performance sociale, le recensement des diverses activités de l'économie sociale, les investisseurs sociaux, la finance solidaire et la micro finance, le commerce équitable, la solidarité sociale, les initiatives locales et l'ancrage territorial, l'agriculture, la régulation internationale.*

*Le Forum s'est terminé par une déclaration finale sous forme d'un projet à développer jusqu'au prochain Forum asiatique à Kuala Lumpur en 2011. Le premier Forum, tenu à Manille en 2007, est considéré par les organisateurs comme le premier rassemblement, sans organisation propre. Le deuxième, celui de Tokyo en 2009, serait celui du début de la mise sur pied d'une véritable organisation asiatique d'économie solidaire. Le troisième, le prochain à Kuala Lumpur, devrait être celui de la constitution formelle de cette organisation régionale qui souhaitera être considérée comme le RIPESS ASIE.*

Bonjour à tous et à toutes

C'est avec un très grand honneur que le Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ) participe au Forum asiatique pour l'Économie solidaire. Nous saluons la participation dynamique de la région Asie-Pacifique aux activités du RIPESS.

Nos salutations chaleureuses à Mme Yoko Kitazawa du PARC et nos profonds remerciements aux organisateurs du Forum. Mes respects aux nombreuses personnalités présentes. Puis-je aussi me permettre une petite incursion dans la politique japonaise interne et saluer l'élection du nouveau Gouvernement du Parti démocratique. Mais restons vigilant!

Chers amis, chers collègues du panel,

Énormément de choses ont été dites et écrites sur la mondialisation. J'aimerais attirer votre attention sur trois aspects de la mondialisation qui nous interpellent directement nous qui sommes des acteurs, des promoteurs, des défenseurs de l'économie solidaire :

1. La mondialisation est à l'évidence un phénomène de prodigieuse création de richesse. Mais en même temps, plus qu'en même temps, c'est-à-dire comme partie intégrante, constitutive de la mondialisation, elle crée l'**exclusion**. L'exclusion de certains pays quand ce n'est pas de régions entières, l'Afrique par exemple, l'exclusion à l'intérieur des pays et des nations. Des groupes entiers de nos populations sont rejetés, exclus, appauvris. On leur retire toute dignité de participer à l'effort collectif, on les prive de travail, de revenus, d'accès à la consommation, d'accès au crédit. On les appauvrit. On les affame même. Les deux dernières décennies de mondialisation ultralibérale ont vu l'économie informelle devenir prévalente dans la plupart des pays du Sud.

Dans cette perspective donc de la mondialisation qui exclut nous avons les défis suivants :

- Inclure et rassembler les gens. N'est-ce pas le sens le plus profond de l'économie solidaire, de la solidarité : mettre les gens ensemble pour produire, distribuer, consommer, se financer. Le faire au niveau national et au niveau international. Cela a toujours été le cœur de l'économie solidaire. Aujourd'hui, dans un monde globalisé qui fabrique systématiquement l'exclusion, l'économie solidaire apparaît comme la réponse concrète, efficace, révolutionnaire.
- Faire en sorte que l'économie solidaire s'enrichisse constamment de nouvelles formes, de nouvelles activités. La mondialisation exclut en imposant ses normes, ses cadres, ses standards. Elle nivelle les aspirations, elle coupe les têtes qui dépassent. Elle est l'ennemie de la nouveauté, de la créativité, de la diversité. Nous, de l'économie solidaire, devons relever en permanence ce défi de la diversité. Diversité dans les formes d'intervention, dans les structures, dans les champs d'action en tout respect de nos principes.
- La mondialisation exclut et isole les individus et les peuples. Et une de ces manœuvres systématiques pour y arriver est de détruire les États sociaux. Un mot d'ordre relayé par les OMC, FMI et autres BM: « à bas les politiques sociales, le dialogue social, la démocratie plus participative, les vies associatives ». Notre défi, à nous de l'économie solidaire, est de promouvoir évidemment des politiques et des engagements publics favorables à l'économie solidaire mais aussi de promouvoir la construction des États sociaux : des politiques économiques et sociales qui favorisent l'égalité entre les citoyens, l'équité, la solidarité et le développement durable; une fiscalité redistributive; des politiques de santé et d'éducation favorables à l'universalité des services, à leurs accessibilité pour tous et à leur gratuité; un accès réel à la justice; une démocratie active et participative, une citoyenneté pleinement assumée. Et cela ne peut se faire qu'en nous associant avec l'ensemble des mouvements sociaux et des pouvoirs démocratiques proches des gens, les municipalités par exemple.

Je me permets de dire que c'est le sens du travail du GESQ comme organisation nationale et c'est l'orientation que le GESQ a voulu donner au RIPESS dès sa fondation. Le GESQ, comme membre fondateur du RIPESS est fier et un fervent défenseur de cette orientation.

2. Aujourd'hui, la manifestation la plus violente de méfaits de la mondialisation est bien la **crise financière mondiale** qui nous affecte tous. Krach boursier au Mexique, 1994, effondrement des pays de l'Est, 1997, crise en Asie au tournant de l'an 2000, crise mondiale du crédit depuis 2007. Et qui a le mieux résisté? Nous, des secteurs de la finance solidaire. Nous sommes nombreux ici. Nos règles, nos structures, nos pratiques ont fait leurs preuves. Fort bien. Mais nous avons aussi une responsabilité historique urgente. Faire en sorte que les politiques nationales et internationales, les réglementations, les encadrements des secteurs financiers, je le répète, tant au niveau national et qu'au niveau international, remettent la finance au service de l'économie réelle, au service des peuples, au service des personnes. Nous ne pouvons nous contenter de constater notre propre succès. Nous devons assumer un rôle de leader, j'insiste, nous ne sommes pas des marginaux de la finance. Nous devons être des leaders dans la promotion et la mise en œuvre de politiques publiques et d'encadrements du secteur financier. Il ne faut pas rater l'occasion

Cela n'est possible, comme je le disais auparavant, qu'en association avec l'ensemble des mouvements sociaux et des forces démocratiques.

3. La crise financière mondiale a été fulgurante. Elle a malheureusement fait oublier une crise beaucoup plus grave et durable, la **crise alimentaire mondiale**. La manifestation la plus dramatique de l'exclusion dont je parlais au début.

Des avions cargos décollent de pistes spécialement aménagées au Brésil pour approvisionner l'Europe en fruits frais tandis que des paysans sans terre grattent le sol en vain. Montréal reçoit des asperges fraîches, en avion, en octobre, du Pérou, alors que des autochtones péruviens sont réduits à survivre de quelques grains de maïs. On peut multiplier les exemples aberrants: l'Afrique qui ne pourrait se nourrir et importe du poulet européen, le riz produit en Haïti déclassé par les importations subventionnées des États-Unis, etc.

Quels sont les deux grands sujets de débat et de discorde dans les négociations de l'OMC : les services, et notamment les services financiers et **l'agriculture**.

Et nous sommes à nouveau dans un terrain d'excellence de l'économie solidaire. Production solidaire, consommation solidaire, financement solidaire. Assurer les besoins alimentaires des populations. Produire localement et réduire la longueur de la course des aliments. Intégrer les impératifs écologiques. Assurer la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. C'est la réponse claire à la crise alimentaire. **Et c'est le domaine d'excellence de l'économie solidaire.**

Nous avons donc à répondre à cette situation, tant au niveau national qu'international, en complet respect des apports respectifs du Nord et du Sud. Comme pour le secteur financier, nous ne pouvons nous contenter de constater nos succès. Il faut développer des politiques, à partir de nos expériences. Il faut oser proposer des normes internationales, des mécanismes et des fonctionnements qui intègrent nos valeurs et nos pratiques solidaires.

C'est ce à quoi réfléchit ces jours-ci mêmes en France les Rencontres du Mont Blanc.

Voilà donc nos défis :

- Lutter contre l'exclusion
- Proposer des réformes de la finance internationale
- Nous attaquer à la crise alimentaire

Merci  
Arrigato comaizu

